

## Conférence-débat

Organisée par les associations:

*Club Perspectives Alsaciennes*

*Association de Prospective Rhénane*

## Quelles régions, pour quelle Europe ?

Jeudi 9 novembre 2023

au FEC, place St Etienne, à Strasbourg



Les députés **Laurent Jacobelli** (RN), **Sandra Regol** (EELV) et **Raphaël Schellenberger** (LR) ont échangé le 9 novembre 2023 dans le cadre d'un débat organisé par le *Club Perspectives Alsaciennes* (CPA) et l'*Association de Prospective Rhénane* (APR). Plus d'une centaine de personnes se sont rendues au FEC pour écouter et interpeler les protagonistes, avec une animation efficace et professionnelle du journaliste Eric Vial. L'esprit « stammtisch » de la réunion a été respecté par les intervenants qui sont restés courtois et ont évité les polémiques stériles comme les effets de rhétorique caricaturaux.

Sandra Regol a présenté la vision des écologistes, rappelant qu'EELV est un parti allié à des formations régionalistes (notamment *Régions et Peuples Solidaires*). Les écologistes portent ainsi la voix des régions au cœur de l'Europe, qui est un outil à la fois fédéral et régional. L'Union européenne reconnaît les régions à travers des institutions comme le *Comité des régions* ou l'*Assemblée des régions*. Même si elles n'ont pas de réels pouvoirs, cela montre que les régions sont une réalité humaine qu'il faut prendre en compte. Ce sont des bassins de vie qui représentent des peuples, dont il est important de reconnaître les langues. EELV apparaît comme le seul parti français fondamentalement attaché au fédéralisme.

Pour Laurent Jacobelli, défavorable à une Europe des régions, les institutions européennes doivent être revues car elles dysfonctionnent, faisant un parallèle avec les défauts de la décentralisation en France. L'Union européenne agit avec la France comme la France agit avec ses régions, en superposant une mégastructure au-dessus des structures existantes. Or, jamais une organisation ne doit prendre le pas sur la volonté des peuples. Également conseiller régional, il estime qu'avec le Grand Est, on fabrique quelque chose à partir de rien, sans prendre en compte les spécificités des anciennes régions. L'Alsace doit redevenir une région, car c'est la culture et l'histoire qui doivent primer et non pas l'administration. Plus généralement, il propose des « régions fortes », qui en dehors des domaines régaliens, « puissent avoir un certain champ d'autonomie » (mais dans un État fort et stratégique).

Pour Raphaël Schellenberger, le premier critère dans l'organisation des pouvoirs est la démocratie, dont les quatre échelons sont la Commune, l'Alsace, la Nation, et l'Europe. Représentant la civilisation occidentale, L'Europe pourrait évoluer dans un sens plus fédéral, mais pas tout de suite car il n'existe pas encore une identification suffisante des populations. La base des libertés locales est en effet l'identification aux territoires et à ses représentants, car cette identification entraîne la capacité à mobiliser les gens sur les problèmes à résoudre. Un autre critère important est l'efficacité de l'action, ce qui nécessite de définir le bon périmètre d'action. Les institutions doivent évoluer et s'adapter aux réalités, ce qui justifie la remise en cause du Grand Est et le retour à une région Alsace. Il plaide également pour le rétablissement de la clause de compétence générale.

Diverses questions ont été ensuite posées, dont les suivantes qui nous semblent les plus importantes, avec les éléments de réponse donnés.

*Sur le manque de visibilité du débat sur les régions en France.*

Sandra Regol met cela sur le compte de l'esprit jacobin en France, qui nie le patrimoine des régions. On se sert de l'identité française comme d'un paravent, pour ne pas voir la diversité des langues et des cultures. Raphaël Schellenberger estime qu'on discute seulement des buts, mais pas du chemin pour y parvenir (à savoir les institutions). Il considère que le rôle noble du politique est d'anticiper et d'accompagner le mouvement, ce qui nécessite de faire évoluer les institutions. Laurent Jacobelli estime que le débat est tout de même vivant, car beaucoup de gens posent des questions sur les problèmes posés par le Grand Est (fermetures de lignes de trains, de lycées, etc.).

*Sur la sortie de l'Alsace du Grand Est*

Sandra Regol estime qu'il faut sanctifier l'Alsace comme support d'une culture ou comme le substrat d'un peuple. Mais cela peut se faire éventuellement dans le Grand Est, tant que la personnalité alsacienne continue de s'exprimer. Raphaël Schellenberger et Laurent Jacobelli ne partagent pas ce point de vue. Pour ce dernier, on ne peut pas mettre des ronds dans des carrés. L'administratif doit correspondre à l'Alsace, qui ne peut pas exister dans le Grand Est.

*Sur la politique régionale de l'Union européenne*

Pour Sandra Regol et Raphaël Schellenberger, cette politique est essentielle car elle vise à réduire les inégalités de développement entre les régions. Pour l'élue écologiste, l'argent des fonds européens est d'autant plus nécessaire que l'État français ne le donnerait pas aux régions. Laurent Jacobelli s'y oppose, estimant que les transferts peuvent se faire plus efficacement via la politique nationale. La France est financièrement perdante car contributrice nette à l'Europe.

*Soutien aux langues régionales*

Les trois députés estiment qu'il faut renforcer leur enseignement. Interpelé spécialement sur l'ambiguïté de son parti à ce sujet, Laurent Jacobelli affirme qu'il s'agit d'un malentendu et que son parti s'est exprimé favorablement au soutien des langues régionales.